

**DIRECTION DU SERVICE JURIDIQUE  
ET DU GREFFE**

---

**AVIS PUBLIC**

---

**ÉTAPE 2 DU PROCESSUS**

**AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE  
PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM**

**RÉCEPTION DE DEMANDES ÉCRITES**

**SECOND PROJET DE RÉSOLUTION NUMÉRO 2023-U59-25, ADOPTÉE EN VERTU DU  
RÈGLEMENT NUMÉRO 2015-U59 – PPCMOI – PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION,  
DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE – IMMEUBLE SITUÉ AU 4648,  
CHEMIN DAOUST SUR LE LOT EXISTANT 5 579 598 DU CADASTRE DU QUÉBEC – USAGE  
DE CENTRE DE ZOOTHÉRAPIE ET D'ÉCOGITE POUR LE DOMAINE TAÏGA – ZONE VC-925**

**AVIS PUBLIC** est donné par la soussignée, de ce qui suit :

1. Lors de la séance du 29 août 2023, le conseil a adopté le premier projet de résolution numéro 2023-U59-25, adoptée en vertu du Règlement numéro 2015-U59 – PPCMOI – Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – Immeuble situé au 4648, chemin Daoust sur le lot existant 5 579 598 du cadastre du Québec – Usage de centre de zoothérapie et d'écogite pour le Domaine Taïga – Zone Vc-925.
2. À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 21 septembre 2023 et à la résolution 2023-09-480, le conseil a adopté le second projet de règlement précité le 26 septembre 2023.

**Objet du second projet de résolution**

3. Ce second projet concerne l'immeuble situé au 4648, chemin Daoust sur le lot existant 5 579 598 du cadastre du Québec et consiste en un projet de centre de zoothérapie et d'écogite pour le Domaine Taïga dans la zone Vc-925.

**Approbation référendaire**

4. Ce second projet contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire par les personnes habiles à voter.

**But de la demande**

5. Une telle demande vise à ce que la résolution contenant ces dispositions soit soumise à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle elle s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de ces dispositions.

**Conditions de validité d'une demande**

6. Cette demande doit se faire par écrit et contenir les renseignements suivants :
  - Le numéro et le titre de la résolution faisant l'objet de la demande;
  - La disposition qui en fait l'objet et la zone ou le secteur de zone d'où elle provient;
  - Les prénoms et noms et coordonnées de la personne intéressée;
  - La qualité de la personne intéressée.
7. Cette demande doit être accompagnée d'une copie de l'une des pièces d'identité suivantes :
  - Carte d'assurance maladie;
  - Permis de conduire;
  - Passeport;
  - Certificat de statut d'Indien;
  - Carte d'identité des Forces canadiennes.

8. Dans le cas où le nom de la personne ne figure pas déjà sur la liste des personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville, la demande doit également être accompagnée d'un document attestant de son droit d'y être inscrite.

#### **Délai et mode de transmission**

9. Les demandes écrites concernant cette résolution doivent être reçues par écrit, **au plus tard le 6 octobre 2023, à 23h59**, selon l'une ou l'autre des façons suivantes :

- Par la poste aux coordonnées suivantes :

Ville de Sainte-Agathe-des-Monts  
a/s Service juridique et greffe  
50, rue Saint-Joseph  
Sainte-Agathe-des-Monts, Québec, J8C 1M9

\*\*\*Attention aux délais postaux applicables\*\*\*

- Par courriel à l'adresse suivante [greffe@vsadm.ca](mailto:greffe@vsadm.ca)

#### **Personnes intéressées**

10. Une personne intéressée doit remplir les conditions prescrites par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* en date du 26 septembre 2023 dont les modalités sont reproduites ci-dessous :

CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABILE À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DU SECTEUR CONCERNÉ ET DE SIGNER LE REGISTRE

À la date de référence, soit le 26 septembre 2023 :

1° la personne doit

- a) être une personne physique domiciliée dans le secteur concerné et, depuis au moins 6 mois, au Québec,
- b) être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle, **et**
- c) ne pas avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse;

**OU**

2° la personne doit être une personne physique (remplissant les conditions b) et c) ci-dessus) ou une personne morale qui, depuis au moins douze mois, est :

- a) propriétaire unique d'un immeuble situé dans le secteur concerné, à la condition de ne pas être domiciliée dans le secteur concerné;
- b) occupante unique d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné, à la condition de ne pas être domiciliée ni propriétaire unique d'un immeuble situé dans le secteur concerné;
- c) copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupante d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné, à la condition d'avoir été désignée au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants qui sont des personnes habiles à voter du secteur concerné.

Veillez prendre note de ce qui suit :

La personne morale exerce ses droits par l'entremise d'un de ses membres, administrateurs ou employés qu'elle désigne par résolution. La personne désignée doit, à la date de référence, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne doit pas être en curatelle ni avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

Le propriétaire unique de plusieurs immeubles ou l'occupant unique de plusieurs établissements d'entreprise a le droit d'être inscrit à l'adresse de l'immeuble ou de l'établissement d'entreprise ayant la plus grande valeur foncière ou locative.

Ne peut être désigné le copropriétaire qui a déjà le droit d'être inscrit sur la liste référendaire à titre de personne domiciliée, de propriétaire d'un immeuble ou d'occupant d'un établissement d'entreprise.

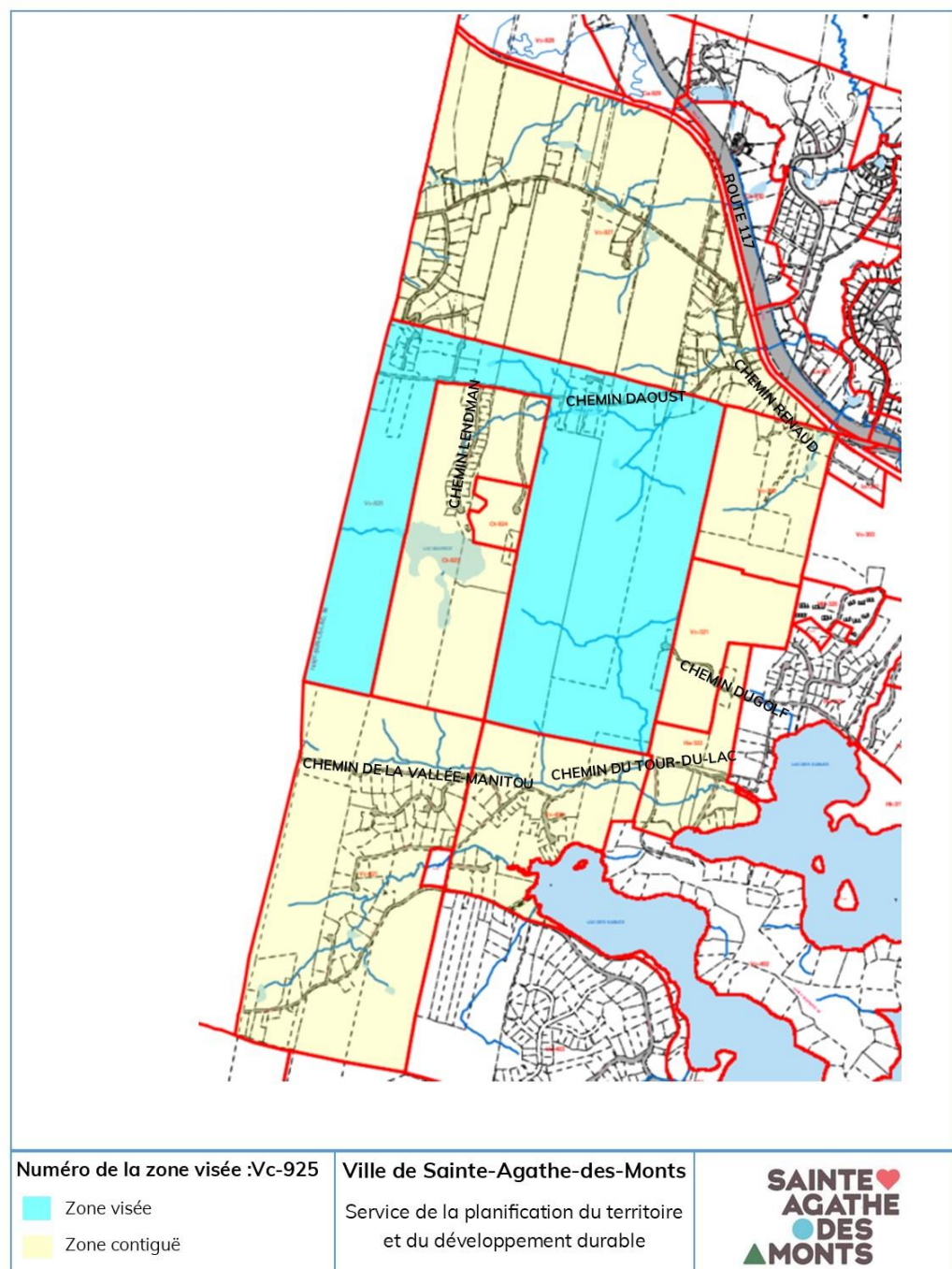
Ne peut être désigné le cooccupant qui a déjà le droit d'être inscrit sur la liste référendaire à titre de personne domiciliée, de propriétaire d'un immeuble, d'occupant d'un établissement d'entreprise ou de copropriétaire indivis d'un immeuble.

11. Pour toute question relative aux renseignements permettant de déterminer les modalités d'exercice par une personne intéressée à signer une demande et celles par une personne morale, vous pouvez communiquer avec le Service juridique et greffe par courriel ([greffe@vsadm.ca](mailto:greffe@vsadm.ca)) ou par téléphone au 819-326-4595, poste 3260.
12. Toute copie d'un document d'identification transmis avec une demande sera détruite à la fin de la procédure de demande de scrutin référendaire.

#### Zones concernées

13. La zone concernée pour la réception des demandes est la zone Vc-925 et les zones contiguës sont Vc-927, Vc-300, Vc-321, Ct-924, Ct-923, Ha-322, Vc-400, Vc-921.

Ces zones sont représentées au croquis ci-joint :



#### Nombre de demandes pour la prochaine étape

14. Cette demande doit être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.

**Absence de demande de validité**

15. Les dispositions du second projet qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans une résolution qui n'aura pas à être approuvée par les personnes habiles à voter.

**Consultation du projet**

16. Le second projet de résolution ainsi que ainsi que le formulaire tenant lieu de la demande sont disponibles sur le site Internet de la Ville, par le biais de la section « Accès rapides » et le bouton « Conseil municipal – documents pour la prochaine séance – 26 septembre 2023 - Ville » (<https://ville.sainte-agathe-des-monts.qc.ca/conseil-municipal-documents-pour-consultation/>) ou à l'hôtel de ville sis au 50, rue Saint-Joseph à Sainte-Agathe-des-Monts, du lundi au jeudi de 8 heures à 17 heures et le vendredi de 8 heures à 12 heures (sauf les jours fériés) ou en faisant la demande par courriel à l'adresse [greffe@vsadm.ca](mailto:greffe@vsadm.ca) ou par téléphone au 819-326-4595, poste 3260.

Fait et donné à Sainte-Agathe-des-Monts, le 28 septembre 2023.

Anny Després, greffière adjointe